



Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

160-161 | 2020
Le marché des marges sociales

Le marché des marges sociales

David Puaud et Wenjing Guo



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/9358>

DOI : [10.4000/jda.9358](https://doi.org/10.4000/jda.9358)

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 20 octobre 2020

Pagination : 29-34

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

David Puaud et Wenjing Guo, « Le marché des marges sociales », *Journal des anthropologues* [En ligne], 160-161 | 2020, mis en ligne le 13 novembre 2020, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/jda/9358> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.9358>

LE MARCHÉ DES MARGES SOCIALES

David Puaud¹ - Wenjing Guo²

Les marges sociales sont aujourd'hui de plus en plus nombreuses et agglutinent des catégories dont la distinction n'a pas toujours été aussi évidente au regard des sciences sociales. Leur construction en tant que catégories — « fous », « criminels », « malades », « travailleurs pauvres », etc. — nous a particulièrement préoccupés depuis l'avènement de la société industrielle, soucieuse d'un découpage entre normal, pathologique, déviant, marginal, inclus, exclu. Comment appréhender les marges entendues comme des groupes, des espaces ou des « quelque chose » situés sur le pourtour d'une région considérée comme une unité normative dans les sociétés actuelles où la précarisation et la stigmatisation produisent, en leur cœur même, en nombre croissant, des « marginaux » économiques et sociaux ? Comment analyser leur construction en tant que catégories, leur production et leur gestion ?

Telles sont les questions qui se sont posées à nous, qui avons des expériences professionnelles liées au champ du travail social en France : David Puaud mène des recherches depuis 2005 dans des quartiers et milieux sociaux désignés comme marginaux, subalternes ou précaires dans le contexte français notamment à partir d'études relatives aux dispositifs liés à l'État social et pénal. Wenjing Guo a d'abord fait une investigation anthropologique en Chine sur des ONG et des associations et leur mode de gestion dans une période de transformations importantes de la gouvernamentalité de l'État chinois ; elle a ensuite travaillé auprès des sans-abri, des migrants exilés et dans des maraudes à Paris. Quotidiennement, nous sommes en prise avec des figures périphériques médiatisées : « travailleurs pauvres sans domicile fixe » ou « sans-abri » tout court, « sujets en voie de radicalisation(s) », « migrants », « femmes/familles à la rue », « sortants de prison », « mineurs non accompagnés », « personnes en situation

¹ IIAC/CNRS/EHESS

Courriel : puaud david@yahoo.fr

² CESSMA

Courriel : wenjguo@gmail.com

de handicap », etc., suscitant à la fois des sentiments de compassion et de menace. Nous sommes attentifs aussi aux (futurs) travailleurs sociaux qui sont là pour « accompagner » ou (apprendre à) « aider » ces populations marginales qui évoluent rapidement. De la formation professionnelle du travail social à son exécution en France, nous observons les changements dans la prise en charge de ces populations, situées dans des zones d'entre-deux difficiles à définir : exclusion/intégration/inclusion, in/out — qui marquent fréquemment les parcours de vie. Les catégories dans lesquelles ces personnes sont rangées deviennent administratives et sont l'objet d'une gestion qui répond de plus en plus à des objectifs managériaux et sécuritaires, lesquels exigent à la fois l'efficacité, la baisse du coût, la performance quantifiable et la garantie de sécurité de l'ordre établi.

Cette livraison du JdA a pour objectif de prolonger collectivement ces réflexions dans une perspective comparative, en attirant les regards vers d'autres pays, d'autres horizons, et sur d'autres modalités de marginalisation et de précarisation. Sont mises en lumière ici des stratégies de lutte des salariés, des bénévoles, de ceux qui bénéficient des services ou de ceux qui en sont exclus. Les logiques collectives et individuelles paradoxales et ambivalentes sont révélatrices des effets de rationalisation de la gestion des marges sociales et illustrent bien souvent les tâtonnements et l'inefficacité des dispositifs mis en œuvre qui accroissent les phénomènes de désaffiliation.

L'entretien réalisé par Monique Selim avec François Morillon, directeur au sein d'une association de travail social, éclaire l'ensemble des contributions, dans la mesure où ce responsable explique les remaniements et ajustements en cours dans le secteur de l'entraide sociale bénévole et professionnelle en France. La tension entre un engagement éthique personnel et une logique de management professionnel et institutionnel apparaît clairement dans cet entretien qui montre les multiples dissonances dans l'exercice professionnel. Les normes de performance ne peuvent pas être remplies avec les moyens alloués dans un contexte où les concurrences au sein du marché s'intensifient et épuisent l'engagement personnel et politique des acteurs sociaux de proximité. Pierre Bourdieu dans *La Misère du monde* décrit bien les logiques paradoxales et les ambiguïtés des questionnements et des ajustements de ladite « bureaucratie de base » ou des « fantassins du travail social ».

Dans un paysage où seules sont pérennes la précarité des populations, la volatilité des dispositifs et la fluctuation des modes de gestion, où l'incertitude est permanente, s'accroît l'urgence et s'amplifient les processus de paupérisation partagée autant par les acteurs associatifs et collectifs, que par les salariés, bénévoles et bénéficiaires.

Les contributions à ce dossier sont nombreuses, fondées sur des expériences de terrain et d'engagement des auteurs. Elles soulignent l'importance de se décentrer. Elles permettent de débattre du lien entre recherche et action (Paolo Grassi

et Martina Vitalone) mais également de la posture du chercheur envers son objet d'investigation (Charlène Charles, Flore Dazet). Observation participante/participation observante ? Comment en termes de posture le chercheur engagé en tant que praticien peut-il, doit-il se positionner ? En effet les études impliquées au sein de dispositifs de gestion des marges sociales s'avèrent bien souvent plus fructueuses en termes de données sensibles lorsque le chercheur fait partie lui-même du dispositif. Il nous semble pertinent de promouvoir « une pensée critique qui se situe « aux frontières » — au seuil de la caverne, en quelque sorte, là où un pas de côté fait passer dans la lumière, quand un pas de l'autre plonge dans les ténèbres » (Fassin, 2010 : 317³). Cependant ce positionnement engagé nécessite le développement d'une certaine « empathie méthodologique » et l'importance de se décaler de manière permanente par rapport à sa propre fonction, ses dispositions. Dans ce but le chercheur-praticien doit s'appuyer sur un socle réflexif, méthodologique propre aux sciences sociales qui lui permet de naviguer entre savoirs pratiques et connaissances théoriques.

Figures des marges sociales

Ce dossier rassemble des textes portant sur l'analyse des figures classiques de pauvreté, de précarité et d'exclusion. Ces figures ne sont pas des images figées, hors-temps, mais illustrent, à travers les vécus des individus, les nouvelles configurations de la production de ces marginaux sociaux. Les articles pointent le regard sur les bénéficiaires de l'aide en France (Sylvain Bordiec), les réfugiés dans deux ONG humanitaires internationales en Jordanie et Madagascar (Flore Dazet), les migrants exilés en Italie (Paolo Grassi et Martina Vitalone), les personnes sans-abri pratiquant la mendicité dans une rue de Genève (Annamaria Colombo et Caroline Reynaud) et les travailleurs sous-payés de l'Europe de l'Est (Véronica Redini). Derrière ces figures d'apparence classique, d'autres visages émergent, brisant les stéréotypes — ainsi des relations hiérarchisées se reconstruisent parmi les bénéficiaires de la distribution alimentaire en France autant à partir de leur statut d'aidant/aidé que de leur identité d'autochtone (de nationalité française ou étrangère).

En dehors de ces portraits connus, Julie Lourau montre comment dans le carnaval brésilien, le marché des places proches d'une vedette modifie les échelles de l'inclusion et de l'exclusion, affaiblissant ou consolidant le poids de l'origine sociale, du statut et de l'identité. Il n'est apparemment pas suffisant d'être bon consommateur pour échapper aux marges de la société, il faudrait aussi être un travailleur, statutaire au mieux, afin d'éviter une chute en spirale déclenchée par la précarité de l'emploi. Les intérimaires du travail social auxquels Charlène Charles

³ Fassin D., 2010. *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*. Paris, EHESS/Seuil/Gallimard.

se consacre se voient ainsi attribuer les tâches les plus difficiles compte tenu de l'illégitimité et de l'infériorité de leur statut par rapport aux salariés statutaires du service. Les travailleurs sociaux précaires peuvent ainsi facilement passer de l'autre côté, celui des aidés et non plus des aidants, et venir renflouer les nouvelles marges poreuses de la société.

Marché de la gestion et du contrôle

La gestion de toutes ces figures du *bottom of the pyramid* (bas de la pyramide) constitue un marché solvable non seulement pour les commerces comme l'analysent les économistes mais aussi pour les organismes des services d'aide.

Les logiques de marché des « marchandises morales » (Bernard Hours & Monique Selim, 2020⁴) se sont renforcées ces dernières années entraînant notamment une uberisation du travail par la précarisation du salariat de ce secteur (Veronica Redini) et la standardisation des « réponses éducatives en bornant l'engagement professionnel et/ou militant pour offrir des prestations se limitant à l'exécution des prescriptions institutionnelles » (Charlène Charles). La mise en concurrence des acteurs associatifs, porteurs des actions d'aide, par les biais des appels d'offres, réduit la possibilité de négociation de ces acteurs et atténue les contestations politiques. Elle favoriserait la dépolitisation des actions dans lesquelles les acteurs, institutionnels et individuels, seraient trop préoccupés et occupés de leur survie et de leur part de marché pour mener les luttes politiques, comme l'illustrent Paolo Grassi et Martina Vitalone dans l'accueil des migrants en Italie, où les politiques d'accueil sont en effet des politiques de « non accueil ».

D'un côté, des normes d'exécution sont fixées par les financeurs qui exigent une efficacité des services et des prestations contrôlés par des évaluations constantes ; de l'autre, la « participation » des bénéficiaires dans les services et la responsabilité des acteurs gestionnaires sont résumées sous le vocabulaire de la « redevabilité », complexifiant les rapports triangulaires des financeurs, acteurs d'exécution et bénéficiaires qui sont censés réintégrer le centre de la société et regagner une autonomie. La « redevabilité » de qui, envers qui ? Dans les deux programmes humanitaires analysés par Flore Dazet, les bénéficiaires sont en permanente négociation avec les acteurs locaux qui doivent s'approprier le modèle du service, le rendre performant et participatif mais en même temps contenir les mises en question et revendications des bénéficiaires potentiellement déstabilisantes pour la performance normée du projet. Telle est la « conditionnalité comportementale » illustrée par Elisa Chelle dans *Gouverner les pauvres*. Les stratégies des acteurs et leurs capacités de négociation restent souvent invisibles dans les modes de gestion du service où leur « participation », leur « autonomisation » et leur *empowerment* (augmentation du pouvoir d'agir)

⁴ Hours B., Selim M., 2020. *L'empire de la morale*. Paris, L'Harmattan.

sont un des indicateurs de performances soigneusement mis en avant, bien que les conséquences de leur réelle participation dans la conception et l'exécution des prestations soient ambivalentes à l'égard de l'efficacité des services conçue initialement. Ainsi, de quelle participation parle-t-on ou laquelle omet-on ?

Si nous parlons d'une chalandisation sur le marché des services d'aide aux marginaux, il s'agit bien d'une chalandisation vis-à-vis des décideurs et financeurs. Rares sont les moments où les « clients » de ces services d'aide sont placés au centre des décisions. Ils sont la main-d'œuvre bon marché (Veronica Redini) dont le choix du lieu de travail implique souvent déplacements et instabilités.

La rationalisation et la stratification du marché de l'aide s'opèrent avec une logique financiarisée et favorisent le regroupement des dispositifs, un moyen de se préserver et de survivre dans un champ de concurrence accentuées. La rentabilité inscrite par le processus de la financiarisation des services d'aide place des bénéficiaires à côté des décisions mais au centre de la justification, de la légitimation et de la moralisation de ces services.

Les dispositifs de gestion de marges dans nos sociétés contemporaines sont de plus en plus adossés à des processus sécuritaires visant à contrôler et punir des pans de la population perçus comme indésirables. Ainsi la territorialisation spatiale et digitale renforce une surveillance numérique à partir notamment des outils biométriques. Les biotechnologies accentuent la fonction de surveillants-contrôleurs des supposés aidants, les impliquant dans l'accueil et le rejet des étrangers (Paolo Grassi et Martina Vitalone). Avec l'adoption d'une loi interdisant la mendicité à Genève, Annamaria Colombo et Caroline Reynaud décrivent la précarisation, l'invisibilisation et la marginalisation d'une population vivant à la rue, ainsi que la mise en concurrence et l'aggravation des discriminations entre les personnes de nationalité française et suisse et ceux décrits comme Roms.

Cependant malgré la restriction des marges de manœuvre des acteurs, des zones d'incertitude se maintiennent et laissent aux sujets aidés des possibilités de négociation. Certains mettent en exergue leurs manières d'inventer le quotidien ou de faire métis, autrement dit d'utiliser des ruses de l'intelligence avec les opérateurs d'aide (Flore Dazet) ou bien de remplacer leur statut de bénéficiaire par celui de pourvoyeur d'aide (Sylvain Bordie). D'autres intensifient les rapports de force par le biais de la prise de rôles et de places au sein d'activités culturelles tel que le carnaval (Julie Lourau). En ce sens, les marges peuvent être appréhendées à partir d'écartés à des lieux centraux, mais également comme des espaces transitionnels entre des frontières, zones du dehors où les acteurs peuvent conserver une latitude de manœuvre. Dans ces lieux-lisières instables au pourtour de centralités, des nouvelles dynamiques créatrices émergent.

Le travail social et les prestations d'aide autour de ces personnes marginalisées sont le prisme des évolutions et des transformations de la société.

Les modalités que véhicule le rôle de pacificateur de la société se métamorphosent et puisent leur inspiration dans divers modèles : aide au développement, humanitaire. Peut-on parler d'une humanitarisation du travail social et des actions d'aide ? Le renouveau idéologique est repérable dans l'usage courant de termes interchangeables dans ces trois secteurs d'action, auxquels nous prêtons une attention importante. Si la pauvreté renvoie à la dimension économique, la vulnérabilité quant à elle fait penser à une fragilité et à une impuissance à se défendre, potentiellement à une victime évacuée du politique. Quand nous parlons des marginaux, la référence est faite à une centralité, qui peut changer constamment, cependant la dimension politique, sociale et économique reste implicite voire neutralisée. Cette centralité révèle les rapports de domination et les rapports de pouvoir où seuls les dominants peuvent dessiner les lignes de l'épicentre qui restent pourtant erratiques. La gestion de ceux qui se situent en dehors de cette centralité poursuit la logique de la domination et adhère à des règles de marché que les résistances des individus dérégulariseraient. La moralisation sert ainsi à renvoyer dans la sphère individuelle et intime un engagement politique et social.

Crise sanitaire et fléaux sociaux

La crise sanitaire déclenchée par la pandémie de la covid-19 au printemps 2020, extrêmement médiatisée, a montré de manière criante l'importance des inégalités sociales et économiques, en France comme ailleurs. Les déplacements forcés des travailleurs journaliers indiens fuyant la famine probable sans revenu ne sont qu'un exemple. Les médias parlent de la faim qui pourrait atteindre la banlieue parisienne où la distribution alimentaire est sous pression par manque de bénévoles, souvent âgés et retraités et ainsi trop vulnérables face à l'épidémie. Les personnes sans-abri passent le temps de confinement dans la rue, bien que des centres soient ouverts pour les accueillir durant cette période difficile. Les patients dans les hôpitaux psychiatriques restent des images rares dans les médias où on pleure sur l'effondrement de l'économie sous interdépendance mondiale. Nombreux sont ceux qui passent en chômage partiel et perdent leur emploi. Les conséquences socio-économiques et politiques de la pandémie reconfigureront le marché des problèmes sociaux où les marges et le centre s'entremêlent.